



**PRÉFÈTE
COORDONNATRICE
DE L'AXE RHÔNE-SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Protocole d'accord portant sur le volet mobilités 2023-2027

**à intégrer par avenant au Contrat de Plan Interrégional État Régions (CPIER)
Rhône-Saône**

Entre

L'État, représenté par la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnatrice de l'axe Rhône-Saône, Mme Fabienne BUCCIO

Et

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par son Président, M. Laurent WAUQUIEZ

Le Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté, représenté par sa Présidente, Mme Marie-Guite DUFAY

Le Conseil régional Occitanie, représenté par sa Présidente, Mme Carole DELGA

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, représenté par son Président, M. Renaud MUSELIER

La Compagnie Nationale du Rhône, représentée par sa Présidente du Directoire, Mme Laurence BORIE-BANCEL

L'établissement public Voies Navigables de France, représenté par sa Directrice générale, Mme Cécile AVEZARD

partenaires signataires du CPIER Rhône-Saône ;

ainsi que :

La Métropole de Lyon, représentée par son Président, M. Bruno BERNARD

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par sa Présidente, Mme Martine VASSAL

Le Grand port maritime de Marseille, représenté par son Président du Directoire et Directeur Général, M. Hervé MARTEL

Ci-après collectivement dénommés « Les Parties »,

Préambule

Par courrier du 5 juin 2023, la Première ministre a transmis à la Préfète coordonnatrice de l'axe Rhône-Saône un mandat de négociation relatif à l'intégration par avenant au CPIER Rhône-Saône 2021-2027 du volet mobilités portant sur la période 2023-2027.

Il est ici précisé qu'à la date de signature du présent protocole d'accord, le CPIER Rhône-Saône 2021-2027 est signé par l'ensemble des partenaires du CPIER, en intégrant un volet mobilité qui ne porte que sur la période 2021-2022.

Le présent protocole d'accord a donc pour effet de préciser les priorités opérationnelles du CPIER portant sur les opérations liées à la mobilité pour la période non couverte par le CPIER dans sa forme actuelle, soit les années 2023 à 2027 incluses. Ce protocole a vocation, après signature, à être intégré au CPIER 2021-2027 par avenant.

Il constitue un partenariat entre l'État, dont Voies Navigables de France, les Régions, les Métropoles, le Grand Port Maritime de Marseille et la Compagnie Nationale du Rhône. Il a vocation à s'inscrire en complémentarité des opérations relevant des contrats de plan Etat-Région 2021-2027 des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ce protocole d'accord s'inscrit dans la traduction du plan d'avenir pour les transports porté par le Gouvernement et traduit l'engagement fort de ce dernier pour la mobilité décarbonée. Plus spécifiquement, l'engagement particulier du Président de la République dont l'ambition est de faire du Grand port maritime de Marseille la tête de pont d'un axe Méditerranée-Rhône-Saône pensé comme un corridor logistique et industriel décarboné, a conduit le Gouvernement à un effort financier exceptionnel dans le cadre du présent protocole : ainsi l'État s'engage à investir 100 M€ sur l'ensemble de l'axe dont 34 M€ directement dédiés aux actions les plus structurantes.

Article 1 – Orientations et objectifs du volet 2 « Développer un transport fluvial performant et écologique » du plan Rhône-Saône 2021-2027

Les Parties signataires s'accordent sur la nécessité de faire du transport fluvial un levier de report modal performant pour les flux de marchandises. En particulier, le transport fluvial a vocation, en adressant les marchés sur lesquels il est compétitif à :

- Conforter et développer l'hinterland des ports maritimes de Marseille-Fos et Sète et créer un corridor industriel et logistique performant et décarboné sur l'axe Méditerranée-Rhône-Saône ;
- Développer la massification des flux de marchandises via les ports intérieurs de l'axe, renforcer la compétitivité de ces derniers
- S'articuler avec le transport ferroviaire pour proposer une offre massifiée d'axe, notamment en faveur du desserrement du nœud ferroviaire lyonnais
- Réduire les nuisances liées au transit routier de marchandises dans les vallées du Rhône et de la Saône, et le long du canal du Rhône à Sète ;
- Répondre aux enjeux de livraison décarbonée de marchandises dans les grandes agglomérations.

Le volet 2 du CPIER est décliné en objectifs opérationnels :

- Développer le secteur fluvial et améliorer l'ancrage territorial et socio-économique des ports, par la promotion, la prospective, les innovations et les expérimentations, la formation, la stratégie foncière, la gouvernance, l'évaluation... ;
- Moderniser les infrastructures fluviales et multimodales (y compris les interfaces mer/fleuve dans les ports maritimes et fer/fleuve dans les ports intérieurs pour renforcer la performance des ports et l'attractivité de la filière (ouvrages, infrastructures, capacités de stationnement, plateformes portuaires, réparation navale et déchirage) ;
- Accompagner la transition énergétique, écologique et numérique du transport fluvial et des ports (flotte et outillages, technologies numériques, services à terre, qualité de l'air et avitaillement en énergie alternative).

Article 2 – Contributions globales sur la période 2023-2027 et sur la période 2021-2027

Le volet mobilité du CPIER 2021-2027 est constitué de financements apportés par l'État et ses partenaires et répartis comme suit :

- **sur les années 2021 et 2022**, une première enveloppe dont le montant s'est élevé à 23 M € d'engagements des signataires du CPIER ;
- **sur la période 2023-2027**, le présent protocole prévoit une participation des partenaires du CPIER s'élevant à 176,25 M€.

Le présent protocole acte la participation financière sur la période 2023-2027 de l'ensemble des partenaires du CPIER, ainsi que de la Métropole de Lyon et du Grand Port Maritime de Marseille, pour un coût total d'opérations pour la période 2023-2027 estimé à 300 M€.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement la démarche, son engagement financier sera précisé ultérieurement.

Les participations des signataires du CPIER pour la période 2023-2027, et la globalité de la période 2021-2027 sont les suivantes :

Volet mobilité du CPIER – contributions des partenaires du CPIER										
2023-2027 et 2021-2027										
en M€	État				CNR	Région Bourgogne -Franche- Comté	Région Auvergne- Rhône- Alpes	Région Occitanie	Région Provence- Alpes- Côte- d'Azur	Total
	Crédits portua ires	Envelo ppe MeRS	VNF	Total État						
Pour mémoire , engagé 2021- 2022	1,8	0	12,6	14,4	2,6	0,2	4,3	1	0,55	23
Contribu tion 2023- 2027	20	34	46	100	35,7	3,9	4,2	24	8,45	176,3
TOTAL 2021- 2027	21,8	34	58,6	114,4	38,3	4,1	8,5	25	9	199,3

En complément des partenaires du CPIER, pour la période 2023-2027 :

La Métropole de Lyon apporte son concours à hauteur de 2,7 M€.

Le Grand port maritime de Marseille apporte son concours à hauteur de 2 M€.

La Métropole Aix-Marseille-Provence précisera son concours financier ultérieurement.

Le FEDER est mobilisé à hauteur de 10 M€ sur l'axe. La ventilation des crédits FEDER figurant en annexe détaillée est indicative, l'attribution des fonds dépendra de l'instruction des dossiers et de leur éligibilité.

Par ailleurs, VNF mobilise près de 15M€ sur 2021-2027 pour le financement des projets des chargeurs et des transporteurs dans le cadre des dispositifs Plan d'Aide au Report Modal (PARM) et Plan d'Aide à la Modernisation et à l'Innovation de la flotte (PAMI) que VNF pilote.

Article 3 – Répartition des enveloppes 2023-2027 par priorités d'intervention

3.1. Priorités d'intervention pour le volet relatif au transport fluvial

Les Parties reconnaissent comme structurantes et prioritaires notamment les opérations suivantes :

- L'entretien et la remise en état des ouvrages des voies navigables : en particulier, le Canal du Rhône à Sète dont l'enjeu de maintien en navigabilité pour le fret a été considéré comme une des priorités en matière d'infrastructures dans le rapport du préfet coordonnateur de l'axe au Premier ministre du 30 mars 2022, doit faire l'objet de travaux de confortement d'urgence, puis de restauration des berges et de traitement des sédiments. L'ensemble des opérations nécessaires à la sauvegarde, puis au développement du trafic de fret est considéré comme prioritaire, estimé à 54,29 M€ sur la période 2023-2027, à parité entre l'État et la région Occitanie et en recherchant autant que possible des financements européens au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE). La modernisation des écluses et barrages et la gestion centralisée automatisée des écluses de la Saône grand gabarit est également une priorité pour fiabiliser la navigation sur le bassin, ainsi que le développement du report modal de Marignane à Martigues ;
- Le développement de l'offre de services aux navigants : la réparation navale au niveau d'Arles et l'établissement d'un nouveau site de déchirage de bateaux sur l'axe, ainsi que le développement de services à terre : avitaillement, postes de stationnement, ...
- L'accompagnement de la profession et les mesures de soutien au trafic : verdissement, développement de la cale, incitations, formation notamment.

Ce volet représente un coût total d'opérations pour la période 2023-2027 estimé à 159,6 M€, financé selon la répartition suivante :

Volet mobilité 2023-2027 – contribution des partenaires du CPIER										
volet transport fluvial										
en M€	État				CNR	Région Bourgogne -Franche- Comté	Région Auvergne- Rhône- Alpes	Région Occitanie	Région Provence- Alpes- Côte- d'Azur	Total
	Crédit s portua ires	Envelo ppe MeRS	VNF	Total État						
2023- 2027 : volet fluvial	0	7,43	45,35	52,8	10,95	1,13	0,5	24	3,8	93,2

3.2. Priorités d'intervention pour le volet relatif aux opérations portuaires

Les Parties reconnaissent comme structurantes et prioritaires notamment les opérations suivantes :

- L'ensemble des actions d'études, d'investissement et de foncier à engager d'ici fin 2027 et concourant directement à la structuration de l'axe Méditerranée-Rhône-Saône : sera notamment proposée la constitution d'un fonds de mobilisation et d'aménagement du foncier à vocation industrielle ;
- L'amélioration de l'interface mer/fleuve sur les terminaux à conteneurs de Fos : études d'infrastructures pour la création d'un quai dédié aux barges voire premiers travaux et déploiement d'un système informatique de gestion des escales ;
- La modernisation des ports de Bourgogne-Franche-Comté: Pagny, Chalon, Mâcon
- La modernisation et le développement des ports et quais publics de la région urbaine lyonnaise et de l'aire d'influence lyonnaise : Villefranche sur Saône, Edouard Herriot, Loire sur Rhône, Salaise-Sablons / Inspira, la modernisation du port de Portes lès Valence ;
- La modernisation des ports fluviaux et sites industrialo-portuaires du Rhône méridional : Bollène, Mondragon, Laudun l'Ardoise, Avignon Le Pontet et Courtine, Tarascon, Beaucaire, Arles ;
- L'aménagement d'un chantier de transport combiné dans l'Est lyonnais qui est stratégique notamment pour le port de Marseille-Fos.

Ce volet représente un coût total d'opérations pour la période 2023-2027 estimé à 141,3 M€, financé selon la répartition suivante :

Volet mobilité 2023-2027 – contribution des partenaires du CPIER										
volet portuaire										
en M€	État				CNR	Région Bourgogne-Franche-Comté	Région Auvergne-Rhône-Alpes	Région Occitanie	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	Total
	Crédits portuaires	Enveloppe MeRS	VNF	Total État						
2023-2027 : volet portuaire	20	26,57	0,65	47,2	24,75	2,77	3,7	0	4,65	83,1

La maquette financière correspondant aux priorités et à l'engagement financier des Parties est présentée en annexe n°1.

Certaines opérations de cette maquette seront précisées en cours d'exercice quant à leur portage (maîtrise d'ouvrage), coûts et financement.

Article 4 – Engagement des Parties sur le volet mobilité du CPIER 2023-2027

Les Parties s'engagent à soutenir l'intégration, par voie d'avenant, des termes du présent accord dans le contrat de plan interrégional Etat-Régions (CPIER) Rhône-Saône 2021-2027, en mobilisant au sein de leurs structures les moyens humains nécessaires et les moyens financiers.

Le projet de CPIER 2021-2027 Rhône-Saône ainsi modifié sera soumis aux consultations réglementaires (avis de l'autorité environnementale et consultation du public) à la suite de la signature de cet accord, en vue de la signature de l'avenant au contrat de plan en 2024.

La mise en œuvre du financement des opérations dans le cadre prévu en annexe n°1 n'est pas suspendue à la conclusion de l'avenant du CPIER.

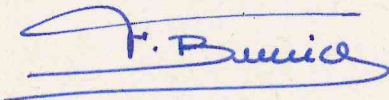

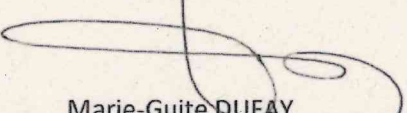

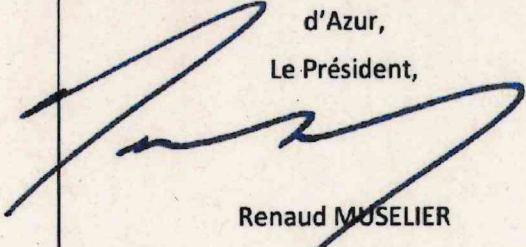
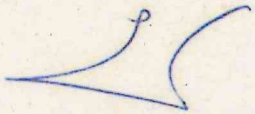
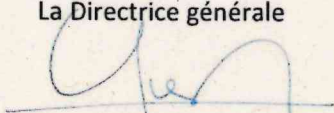
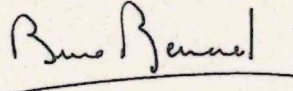
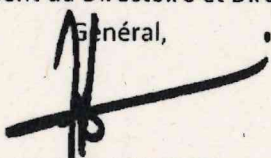
Outre les instances du Plan Rhône-Saône, l'état d'avancement du volet mobilité du CPIER donne lieu à des restitutions au moins annuelles en Conseil de coordination interportuaire et logistique de l'axe Méditerranée-Rhône-Saône.

Par ailleurs, en 2025, un bilan et une revoyure de ce volet mobilité du CPIER devront être réalisés afin d'évaluer l'avancement des opérations et, le cas échéant, d'actualiser et d'adapter les plans de financement à travers la fongibilité entre opérations dans le cadre des enveloppes financières contractualisées par les partenaires dans le présent protocole.

Annexe : Maquette détaillée pour la période 2023-2027

Fait à Lyon, le

- 5 JUIN 2024

<p>Pour l'État</p> <p>La préfète coordonnatrice de l'axe Rhône – Saône, préfète de la région Auvergne-Rhône Alpes</p>  <p>Fabienne BUCCIO</p>	<p>Pour le Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes,</p> <p>Le Président,</p>  <p>Laurent WAUQUIEZ</p>
<p>Pour le Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté,</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Marie-Guite DUEAY</p>	<p>Pour le Conseil régional d'Occitanie,</p> <p>La Présidente,</p>  <p>Carole DELGA</p>
<p>Pour le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,</p> <p>Le Président,</p>  <p>Renaud MUSELIER</p>	<p>Pour la Compagnie Nationale du Rhône,</p> <p>La Présidente du Directoire,</p>  <p>Laurence BORIE-BANCEL</p>
<p>Pour Voies Navigables de France,</p> <p>La Directrice générale</p>  <p>Cécile AVEZARD</p>	<p>Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, Pour la Présidente et par délégation Monsieur Martial ALVAREZ</p> <p>La Présidente,</p> <p>Martial ALVAREZ</p> <p><small>Signé numériquement par Martial ALVAREZ NO : C-FFR, C-METROPOLE D'AIX MARSEILLE-PROVENCE, OU=0002 200054807, CN=Martial ALVAREZ, DN=ALVAREZ, G=Martial, SERIALNUMBER=0003048657C705061050eeaf03875200561111, CIO.2.5.4.97-NTRFR-200054807 Raison : Je suis l'auteur du document Emplacement : Date : 2024.05.30 14:47:01+02'00' Foxit PDF Reader Version: 2024.1.3</small></p> <p>Mme Martine VASSAL</p>
<p>Pour la Métropole de Lyon,</p> <p>Le Président,</p>  <p>M. Bruno BERNARD</p>	<p>Pour le grand port maritime de Marseille,</p> <p>Le Président du Directoire et Directeur Général,</p>  <p>M. Hervé MARTEL</p>